Il n’y a rien à attendre du sommet de Copenhague ! Contre les illusions altermondialistes et réformistes, il faut dire clairement que la catastrophe climatique ne peut être évitée sans la socialisation des moyens de production

Du 7 au 18 décembre aura lieu à Copenhague la conférence de l’ONU sur le changement climatique. Il est bien évident que de cette conférence ne sortira aucun accord à la hauteur de l’enjeu, à savoir : éviter la catastrophe climatique qui menace l’humanité. En effet, les dirigeants des principaux pays impérialistes qui vont décider du fond des accords défendront avant tout les intérêts de leur bourgeoisie nationale. Or ces intérêts sont fondamentalement incompatibles avec toute réduction significative des gaz à effet de serre, aussi bien dans les principaux secteurs de l’industrie traditionnelle (industrie chimique, sidérurgie, automobile…) que dans les secteurs de pointe de la « nouvelle économie » (les serveurs des entreprises basées sur le web comme Google, Yahoo ou encore Facebook sont en fait extrêmement gourmands en électricité, contrairement au mythe largement entretenu de l’immatérialité des activités du Web (1)).

Pourtant se pourrait-il – comme certains voudraient nous le faire croire – que, face à la gravité de la menace, les dirigeants impérialistes puissent mettre de côté les intérêts particuliers de leur bourgeoisie afin de travailler ensemble pour le bien de l’humanité ? L’histoire des deux guerres mondiales prouve évidemment le contraire : toutes les conférences « pour la paix » n’ont jamais pu éviter ces cataclysmes qui ont coûté la vie à des dizaines de millions d’êtres humains. Qu’il s’agisse de catastrophes climatiques ou guerrières, ce ne sont ni les sentiments ni le sens de la « responsabilité » qui sont en jeu, mais bien la logique inhumaine du mode de production capitaliste.

Le collectif UCJS sème des illusions inacceptables sur le sommet de Copenhague

Plusieurs collectifs appellent à des manifestations en marge du sommet de Copenhague. En France, le collectif « Ultimatum climatique », regroupant entre autres Greenpeace, la Fondation Nicolas Hulot ou encore le Secours Catholique, propose d’envoyer des cartes postales à Nicolas Sarkozy (avec les cartes contre la privatisation de la poste, cette pratique ridicule et démobilisatrice devient une mode !) pour lui demander gentiment de bien vouloir « *œuvrer en faveur d’un accord international sur le climat mettant un terme à la croissance des émissions mondiales de gaz à effet de*

serre ». Comme le caractérise correctement le Comité exécutif (CE) du NPA, ce collectif « *s'inscrit dans une démarche prônée par les grandes ONG environnementalistes de la mobilisation populaire mais cherchent à souffler aux oreilles des gouvernants ce qu'ils doivent faire* ».

Le collectif « Urgence Climatique, Justice Sociale » (ou UCJS) et son satellite l'UCJS-jeunes regroupent quant à eux diverses associations (Attac, Fondation Copernic, LDH…) et syndicats (Solidaires, UNEF) et jouit du soutien de certains partis politiques (Alternative Libertaire, Les Alternatifs, Les Verts, MJS, PG, NPA… mais pas le PCF, LO ou le POI). Pour justifier la participation du NPA à ce collectif, le CE trouve que, « *côté plus, il est critique envers l'UE, les mécanismes marchands, les agrocarburants, le nucléaire, il essaye d'articuler social et écologique ; côté moins, il est peu précis sur ses revendications et sur ses exigences pour Copenhague* ». Mais c'est sur ce dernier aspect que le bât blesse : loin de remettre en cause le cadre même du sommet, ce collectif a bien pour but de « *peser sur les décisions du sommet de Copenhague* » (cette citation constitue même la *conclusion* de l'appel UCJS). Or, au lieu de dénoncer de manière centrale les illusions que sème cet appel, le CE estime qu'il faudrait formuler des « *exigences* » plus « *précises* » pour le sommet !

De manière plus générale, à aucun endroit de l'appel n'intervient une quelconque dénonciation du système capitaliste comme principal ennemi. Au contraire, on y trouve pêle-mêle des revendications creuses de type altermondialiste (« *démocratisation de l'économie* », « *taxation juste et progressive, au niveau national et international, de l'énergie et des transports les plus polluants* », « *retour à la régularisation du commerce international* »…) et des principes moralisateurs à l'échelle individuelle (« *valorisation de la sobriété énergétique* », « *promotion d'un modèle alimentaire alternatif au modèle des pas industrialisés majoritairement à base de protéines animales* »…).

Certains camarades prétendent que le collectif UCJS serait un cadre unitaire et qu'il reste juste d'y participer malgré son « *côté moins* ». Mais l'unité ne peut pas se faire sur n'importe quelles bases et avec n'importe qui. Or non seulement le collectif UCJS met en avant des revendications qui ne remettent en cause *aucun* aspect du système capitaliste, mais en outre il ne conteste même pas le cadre du sommet de Copenhague. Il faut par ailleurs remarquer que le terme de « contre-sommet » n'apparaît dans quasiment aucun document de l'UCJS et il n'y a guère que le NPA pour l'utiliser…

Prenons l'exemple récent du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg en avril dernier. Aurait-on pu participer à un collectif qui aurait eu pour but de « peser sur les décisions » que prendraient Obama, Merkel et Sarkozy ? Assurément non ! Or aujourd'hui, ces mêmes dirigeants seront présents à Copenhague pour décider de l'avenir de notre planète. À moins de penser que ces impérialistes puissent être plus « responsables » en matière d'écologie qu'il ne le sont dans le domaine de la guerre, nous ne pouvons pas en tout état de cause appeler à « peser » sur leurs « décisions ».

Bien sûr, il est juste de manifester à l'occasion du sommet de Copenhague, comme l'an passé à Strasbourg, mais uniquement pour dénoncer les impérialistes et leurs officines de l'ONU, donc en développant une ligne réellement anticapitaliste, indépendante du cadre altermondialiste, c'est-à-dire réformiste, fixé par l'appel UCJS.

En fait, la confusion qui a lieu dans notre parti à propos du sommet de Copenhague et de l'UCJS s'explique en particulier par l'insuffisance de notre programme sur l'écologie. En effet, si dans nos publications la responsabilité du système capitaliste dans la crise écologique est clairement dénoncée et la planification démocratique de la production par la population est présentée comme seule solution, les revendications « *justes socialement et efficaces écologiquement* » qui sont mises en avant ne sont pas transitoires dans la mesure où, prises ensemble, elles ne remettent pas en cause le système capitaliste.

Pour une orientation révolutionnaire en écologie !

L'élaboration d'un ensemble de revendications transitoires qui permette aux travailleurs de se saisir de l'enjeu de la crise écologique et de les amener vers la conscience qu'il faut renverser le système capitaliste est une tâche nécessaire. Un tel ensemble pourrait contenir les revendications suivantes :

- Stop à la mise en concurrence et à la privatisation du secteur ferroviaire! Développement du fret pour réduire et éliminer le transport de marchandises par camions !
- Développement massif des transports publics, notamment dans les banlieues ! Gratuité des transports publics ! Ces mesures rendront quasiment inutiles les voitures en milieu urbain. Remplacement des véhicules à essence ou au diesel par des voitures moins polluantes (par exemple fonctionnant à l'électricité) et plus durables, dans les cas où leur utilisation est indispensable (transports sanitaires, zones rurales...) !
- Développement massif de la recherche publique sur les énergies renouvelables. La production de l'électricité à partir de ressources renouvelables rendra d'autant plus « propres » les voitures et les trains électriques. Pour cela, il faut stopper les subventions publiques aux services de Recherche et développement des entreprises privées et rediriger ces fonds vers la recherche publique !

Ces revendications – pourtant élémentaires et indispensables pour éviter la catastrophe écologique qui menace l'humanité – sont contradictoires avec les politiques de privatisation du service public et de subventions aux patrons mises en place par les gouvernements de « droite » comme de « gauche ». Mais pour imposer ces choix justes et nécessaires écologiquement, mais pénalisant économiquement dans le contexte de concurrence capitaliste actuel, il est nécessaire d'exproprier sans indemnités ni rachat et de nationaliser sous contrôle des travailleurs les grands groupes capitalistes de l'automobile, du pétrole et de la chimie. Ainsi ces revendications ne pourront être satisfaites que par un gouvernement des travailleurs en lutte ouverte contre la

bourgeoisie.

---

1) C’est ce qu’a dénoncé, par exemple, le dossier « Le piège Internet » du n° 58 du journal *La Décroissance* paru en avril 2009. Ce cas de désinformation est exemplaire de la façon dont sont biaisés à la base les grand sujets écologiques et de santé publique.

Dinesh Agarwal, le 15 novembre 2009